

# Économie coercitive, prix monopolistiques et surprofits

## Réponse aux camarades S. et V.

Christian Rakovsky

*Source : Ce texte de Rakovsky, resté inédit en français jusqu'à ce jour, a vraisemblablement été rédigé vers la fin de l'année 1931. Il a été saisi au début de l'année 1932 par l'OGPOU alors qu'il circulait parmi des militants de l'Opposition bolchevik-léniniste exilés dans la région de l'Altaï en Sibérie. Il a été publié en russe dans: [Politbyuro i Lev Trotskiy. 1923-1940 gg.: Sb. dok. v 2 kn. Kn. 2.](#) [Le Bureau Politique et Léon Trotsky. 1923-1940. Recueil de documents en 2 tomes, tome 2.] Prague: Vědecko vydavatelské centrum «Sociosféra-CZ», 2013, pp. 465-468. Traduction et notes MIA.*

**V**ous me demandez une « analyse » de la situation actuelle et me questionnez sur « nos tâches ». Tout d'abord, à quel stade historique se rattachent les formes économiques qui se sont constituées chez nous ces dernières années ? Pour répondre à cette question, il faut préalablement se défaire de tout subjectivisme politique. À quels objectifs (du parti) sert cette économie ?

C'est une question de politique, et non d'anatomie sociale comparée. L'anémie est l'anémie, qu'elle résulte d'un empoisonnement professionnel, d'une tumeur maligne, d'une « mortification de la chair » monastique ou d'une maladie de croissance chez les jeunes.

Notre économie représente un ensemble le plus diversifié qui soit. Les cinq types d'économies signalés par Lénine se sont profondément modifiés ces deux dernières années. Nous avons une économie socialiste d'État, mais parallèlement à quelques vestiges d'économie petite-marchande et semi-marchande à la campagne, nous avons un capitalisme d'État, mais d'un genre particulier, sous la forme d'une économie coercitive.

Au sein même de l'économie socialiste, se sont implantées des formes qui nous renvoient également à des rapports précapitalistes, à savoir des formes de travail semi-coercitives (semi-serviles). Sur cette base productive ont fleuri, en abondance, les prix monopolistiques et le surprofit. Par formes coercitives d'économie, j'entends celles qui sont en contradiction avec les intérêts de classe et la conscience juridique de classe des producteurs.

De telles formes ne peuvent exister qu'avec une application impérative et constante de la violence d'État. Ces normes économiques se distinguent radicalement des normes socialistes, comme la soumission se distingue de la liberté.

En menant une politique révolutionnaire de nationalisation (y compris celle de la terre), nous accomplissons un acte de violence d'État à l'égard d'un groupe d'exploiteurs et de parasites, et inversement, un affranchissement et une libération à l'égard des millions de personnes formant les masses. Durant cette période de notre politique, nous n'avons pas besoin de recourir à la violence envers les masses elles-mêmes ; au contraire, il nous arrivait parfois de devoir les retenir de leur

propre ardeur. À l'inverse, la collectivisation intégrale a constitué un acte de violence envers les producteurs eux-mêmes.

De même, les formes coercitives de travail, qui pénètrent toujours plus l'industrie (voir les dernières modifications de septembre au Code du travail de la RSFSR, qui ne sont qu'une nouvelle étape dans cette direction), sont en contradiction avec la conscience juridique de la classe ouvrière de disposer de sa personne et de son travail selon sa propre volonté.

Le décret du NKZ [*Commissariat du peuple à l'agriculture*] et du *Kolkhoztsentra* [*Centre des fermes collectives de l'URSS*] sur le recrutement des kolkhoziens pour l'industrie par l'intermédiaire de l'administration des kolkhozes et la conclusion de contrats avec eux ; tout cela crée des formes caractéristiques de servage, nous ramenant à des rapports précapitalistes. Les fameuses « six conditions » de Staline, actuellement mises en œuvre à travers toute l'Union, constituent un nouveau pas décomplexé dans la politique des prix monopolistiques et des surprofits. Voilà la traduction concrète du mot « *khozraschet* » [*autonomie financière*].

Les recettes issues des impôts directs et indirects (dont la vodka rapporte probablement pas moins, voire plus de 5 milliards de roubles par an), les emprunts et l'inflation sont incapables de satisfaire les besoins de l'État.

À ces moyens s'ajoute désormais la commercialisation des prix sur une série de produits de première nécessité (tabac, sucre, tissus, etc.), la révision et le démantèlement des grilles des salaires et du travail aux pièces – forme déguisée d'allongement de la journée de travail. Pour préparer les ouvriers à accepter ces « nouvelles tâches économiques », il faut leur faire croire, contre l'évidence criante, que leur situation matérielle « s'améliore sans cesse ». Comme il reste difficile d'implanter cette légende, malgré la monstrueuse puissance de l'appareil de propagande, on déploie toutes les mesures administratives pour étouffer toute protestation de la classe ouvrière. Parallèlement, les ITR [*ingénieurs et techniciens*], ainsi que les éléments hautement qualifiés parmi les ouvriers, sont érigés en soutiens les plus fidèles de la politique centriste.

Là où dominent les formes semi – (ou totalement) coercitives d'économie et de travail, là où les prix monopolistiques et le surprofit réduisent inexorablement les salaires réels ; le développement des forces productives stagne. Durant les cinq premiers mois de la troisième année du plan quinquennal, les secteurs industriels clés (fonte, charbon, acier, laminage, ciment, transport) affichent non pas une hausse, mais une baisse des chiffres absolus comparés à la même période l'an dernier. La croissance, observée à partir du troisième trimestre, concerne surtout l'industrie légère, la production de textiles et certains types de construction mécanique.

L'opposition bolchevik-léniniste dénonce depuis longtemps les tromperies systématiques dissimulées dans les rapports sur la croissance de la production : ces rapports visent non pas à refléter la réalité, mais à créer un climat politique favorable autour de la direction centriste. Un examen minutieux, encore à réaliser, révélerait le caractère superficiel des millions et milliards de tonnes et de quintaux cités dans les statistiques officielles. Il faut notamment corriger ces chiffres en tenant compte de la qualité. Un camarade m'a ainsi rapporté que [Roudzoutak](#), dans son dernier discours (vraisemblablement sur la maîtrise de la technique), a laissé échapper que les rails produits aujourd'hui s'usent en 5 ans, alors que les anciens duraient 40 ans. Des rails de mauvaise qualité ne signifient pas seulement un laminage défectueux, mais aussi de l'acier médiocre, de la fonte imparfaite, du coke de piètre qualité, du minerai mal traité.

L'effet économique – en incluant ici aussi les nouvelles constructions et la modernisation des anciennes entreprises – ne correspond pas aux investissements colossaux. Un fossé encore plus grand sépare les revenus divers de l'État (la vodka seule rapporte probablement plus de 5 milliards, vu que son prix est passé de 1,20 à 7 roubles le litre) et les dépenses productives. Des milliards se volatilisent, soit dans l'entretien d'un appareil bureaucratique monstrueusement gonflé (à l'usine agricole de

Rostov, il y a 4 000 employés administratifs pour 17 000 ouvriers ; les appareils d'État, du Parti et syndicaux sont inscrits au budget ou camouflés dans les comptes multiples des entreprises), soit dans des constructions mal conçues et déficitaires, où ces capitaux gigantesques sont gaspillés.

Cas concret : les investissements dans la reconstruction agricole s'y sont révélés désastreux. Des milliards y ont été injectés (pour l'achat de tracteurs – près de 100 000 –, de moissonneuses-batteuses, de semoirs et autres machines agricoles ; les achats en Amérique et Allemagne ont coûté, en deux ans, pas moins de 15 millions de dollars-or). À cela s'ajoute la dépréciation du matériel agricole usé, vivant et mort. Cette perte colossale pour notre patrimoine doit être imputée aux coûts de production de la reconstruction agricole.

Quels sont donc les résultats ? Infimes, selon l'aveu officiel des autorités. *La Sibérie soviétique* du 8 octobre publie un discours du Commissaire du peuple à l'Agriculture, [Yakovlev](#) dans lequel il dit : « *L'équipement technique de nos Sovkhozes céréalières est de beaucoup supérieure à celle des kolkhozes, pourtant leurs rendements ne dépassent ceux des kolkhozes voisins que de quelques pourcents.* »

L'équipement technique des kolkhozes surpasse celui des paysans individuels. Pourtant, les rendements de leurs récoltes ne les devançant que de 10 à 20 % (quelle statistique éloquent, « *de 10 à 20 %* » !). Rappelons que ce même Yakovlev, l'un des rois de la propagande soviétique, promettait en 1928 d'augmenter la productivité agricole de 35 % en cinq ans (7 % par an).

Mais la réalité est bien pire, et Yakovlev dissimule sciemment les faits. Sovkhozes, kolkhozes et paysans individuels pataugent dans la même boue de la « paperasserie russe ». Leur rendement – ou leur absence de rendement – est tout aussi aléatoire. Seul avantage du paysan individuel : il moissonne mieux. L'an dernier, le Sovkhoze « Gigant » du *Zernotrust* [Trust du blé] a produit 45-50 pouds par hectare, soit le rendement moyen du paysan. Cette année, les Sovkhozes céréalières subissent une véritable catastrophe : ils refusent d'exécuter le plan d'approvisionnement. Si on les y force, l'État devra leur octroyer des prêts alimentaires cet hiver, sans parler de l'aide aux semences.

La collectivisation intégrale n'a apporté – globalement – aucune amélioration à la culture des terres. Elle a simplement permis de mieux contrôler la production paysanne, d'imposer des rations aux paysans, de réduire leur consommation, créant ainsi un stock de manœuvre pour l'industrie et l'exportation. Tout cela au détriment du développement des forces productives. La situation est dix fois pire dans l'élevage. Nous vivons aujourd'hui aux dépens des jours à venir. OÙ EST LA LIMITE ?

La deuxième année de collectivisation totale a révélé des signes évidents de décomposition généralisée dans les kolkhozes. Pour le constater, il faut lire non la presse centrale ou régionale, mais locale. Lisez votre journal de district et vous comprendrez.

Où en est la république prolétarienne ? Elle s'est transformée en garde-chiourme, traquant le kolkhozien qui vole des épis dans son champ ou détourne des sacs des « convois rouges ». Aucun kolkhoze n'échappe au tableau noir. La direction centriste a tenté de séduire le « moujik entrepreneur » par le travail aux pièces et des primes. En vain. Mais elle a aliéné les paysans pauvres. Le moral des kolkhoziens, comparé à l'an dernier, s'est nettement dégradé. Quant aux paysans restés hors des kolkhozes, les bureaucrates les menacent par des figures rhétoriques : « Pourquoi ne rejoignez-vous pas le kolkhoze ? Vous préparez-vous à rejoindre des bandes ? »

Nous faisons face à une crise permanente, aux ramifications multiples. Si l'on applique le « contrôle par le rouble soviétique » à l'économie globale sous direction centriste, le tableau est accablant : absence de plan, gaspillage, incurie. De l'économie planifiée, il ne reste que la centralisation des moyens de production entre les mains de la société (ou plutôt du Comité central). Mais personne ne sait exactement comment ces ressources sont collectées ou dépensées. Au sommet, l'irresponsabilité totale.

Quelles sont les causes de cette situation ? L'encerclement capitaliste à l'extérieur, et les contradictions internes entre l'économie socialiste et l'environnement capitaliste/petit-bourgeois. La caricature bureaucratique ultra-gauchiste du jacobinisme et du bolchévisme (ajoutons : une caricature intellectuelle) ne fait qu'aggraver une situation déjà explosive. L'émergence du groupe centriste et son évolution vers un maximalisme SR [*socialiste-révolutionnaire*] n'est évidemment pas un phénomène accidentel.

Les racines sociales du groupe centriste résident dans la renaissance, sur une base nouvelle, de l'ancien ordre bureaucratique. Le centriste, jusqu'à fin 1927, était un bureaucrate attendant paisiblement dans son fauteuil l'intégration du koulak dans le socialisme ; après 1927 : ce même bureaucrate communiste, effrayé pour son poste, se jette tête baissée dans l'aventurisme. Le centrisme, c'est l'ignorance totale de la lutte des classes.

La volonté de conserver le monopole du pouvoir a inexorablement poussé le groupe centriste vers des méthodes bureaucratiques pour poser et résoudre les questions (Lénine les qualifiait d' « idioties bureaucratiques et opaques de l'appareil du Parti »). Des plans de cabinet sans cohérence interne, si ce n'est celle liée à la puissance de l'appareil. Toute tentative de faire appel au parti, à la classe ouvrière, à l'esprit de classe prolétarien, à la critique communiste, aurait abouti pour le groupe centriste à une perte totale ou partielle du pouvoir. En rejetant nos propositions de front révolutionnaire uni contre le danger de droite (en 1928-1929), les centristes comprenaient parfaitement ce qu'ils faisaient.

Quelle est notre tâche ? C'est celle de l'avant-garde révolutionnaire prolétarienne. Ce concept contient en soi l'intégralité de notre mission. Nous sommes les défenseurs des intérêts politiques et économiques quotidiens du prolétariat, les gardiens de ses intérêts de classe directs, et les artisans de la purification de la dictature prolétarienne contre les dégénérescences opportunistes et bureaucratiques.

À mon avis, il est relativement aisé d'élaborer des revendications concrètes programmatiques. Pour ce faire, il nous suffirait de revenir au programme du parti du PC(b)U : confrontez les exigences de ce programme avec les réalités actuelles du pays, et vous constaterez à quel point, et sur combien de points, la République socialiste est revenue en arrière vers des formes abolies par la Révolution d'Octobre. Comprendre que les communistes ne doivent considérer comme conforme aux intérêts du prolétariat qu'une industrialisation et une collectivisation apportant un allègement des conditions matérielles et une expansion des droits politiques des masses laborieuses : voilà ce qui dévoile l'essence intime des choses.

Aujourd'hui encore, il me semble que cette mission est accessible à la compréhension de chaque opposant bolchevik-léniniste. Ce qui est plus complexe, selon moi, c'est de saisir le processus par lequel le pouvoir glisse des mains du prolétariat vers celles de la bureaucratie.

Les revendications concrètes ont une importance colossale, mais elles se heurtent in fine au fait que le pouvoir est désormais détenu par un seul groupe, une seule strate de la classe ouvrière. De même qu'en 1917, le slogan « Tout le pouvoir aux soviets » résumait toutes les revendications de la classe ouvrière, de même aujourd'hui, le mot d'ordre « Tout le pouvoir à la classe ouvrière » doit synthétiser toutes les exigences concrètes de l'heure.

C. R.

RGASPI [Archives d'État russes d'histoire sociale et politique].  
Fonds. 17. Inventaire 171. Dossier 139. feuillets 1-8. Original dactylographié.

[Note manuscrite sur la première feuille : « *Crétin... J. Staline* »]

**Annexe :**  
**Note de V.A. Balitsky à J.V. Staline du 15 février 1932,**  
**accompagné de l'article de Kh.G. Rakovsky**

Urgent. Secret

SPO OGPU  
n° 50693

15 février 1932

Au camarade Staline,  
Comité central du PCUS(b)

Objet : Le dernier article de C. G. Rakovsky, ci-joint, a été découvert par nos services de renseignement. Il circulait parmi les trotskistes exilés purgeant leur peine dans la ville d'Oulala (Oïrotie).

Des mesures ont été prises pour empêcher toute diffusion ultérieure de cet article parmi les exilés.

Annexe : L'article mentionné.

Le vice-président de l'OGPU :

Balitsky